L'UE conclut un accord commercial avec la Communauté d'Afrique de l'Est

@rib News, 16/10/2014 – Source Belga – Les négociateurs de l'Union Européenne (UE) et de la Communauté d'Afrique de l'est ont signé jeudi un nouvel accord de partenariat économique (APE) entre les deux régions, a indiqué la Commission européenne dans un communiqué. "L'accord offrira de la sécurité juridique pour les entreprises et ouvrira une perspective à long terme en vue d'un accès libre et illimité au marché de l'UE pour les produits en provenance du Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda", selon ce communiqué.

Le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, se réjouit de cet accord, conclu à quelques jours de la fin de son mandat. "La région de la Communauté d'Afrique de l'est se distingue par son dynamisme et l'ambition de se développer comme une région intégrée. L'accord de partenariat global que nous venons de conclure est le meilleur moyen de soutenir ses aspirations", indique-t-il. L'APE offre aux pays est-africains la garantie d'un accès en franchise de droits de douane et sans contingent, indépendamment de leur niveau de progrès économique. Les règles européennes sur les préférences commerciales favorisent en effet les pays les moins avancés, mais leur accès se restreint une fois qu'ils atteignent un certain niveau de développement. En contrepartie, la Communauté d'Afrique de l'est baissera également les droits de douane sur les importations européennes. L'accord doit être ratifié par les deux partenaires selon leurs procédures internes. Xinhua, 16/10/2014 L'UE et l'Afrique de l'Est finalisent un accord de partenariat économique global L'Union européenne (UE) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ont finalisé jeudi un accord de partenariat économique global. Selon un communiqué rendu public par la Commission européenne, le nouvel accord commercial ouvrira l'accès libre et sans limite au marché européen pour des produits burundais, kenyans, ougandais, rwandais et tanzaniens. Ces pays membres de la CAE pourront désormais se concentrer sur l'amélioration des performances économiques, au lieu de se préoccuper de l'accès au marché de l'UE. Ils bénéficieront, moins développés ou plus avancés, des mêmes traitements commerciaux. La CAE s'est aussi engagée à élargir leurs importations zéro droit de douane à 80% de son commerce international dans les 15 années à venir, dans le cadre du respect des règlements de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'accord de partenariat économique entre l'UE et la CAE porte non seulement sur l'élimination du droit de douane, mais aussi sur la circulation libre de marchandises, la coopération douanière et les instruments de défense du commerce, lesquels représentent les efforts déployés par la CAE pour renforcer son union douanière et son marché intérieur. Le document sera soumis à procédure de ratification, a ajouté la Commission européenne. Parmi les cinq Etats membres de la CAE, le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie sont des pays les moins développés sur le classement des Nations Unies, sauf le Kenya. La CEA a établi en 2005 l'union douanière, éliminé le droit de douane sur le commerce intra-régional, ratifié un protocole sur le marché commun en 2010 et pris des mesures vers une union monétaire. L'année dernière, le commerce entre l'UE et la CAE a atteint 5,8 milliards d'euros. Les importations de l'UE en provenance de l'Afrique de l'Est sont passées à 2,2 milliards d'euros, dont le café, des fleurs coupées, le thé, le tabac, le poisson et des légumes pour la plupart, tandis que les exportations ont totalisé 3,5 milliards d'euros, dont des machines, des équipements mécaniques et des composants, des voitures et des produits pharmaceutiques.